



Chapitre S-31

LOI SUR LES SOCIÉTÉS NATIONALES DE BIENFAISANCE

SECTION I

DE LA CONSTITUTION EN CORPORATION

Procédure. 1. Dix ou un plus grand nombre de personnes, dans quelque partie que ce soit du Québec, qui désirent se former en société nationale de bienfaisance, peuvent être constituées en corporation civile, en procédant de la manière indiquée et en payant les honoraires imposés par l'article 1 de la Loi sur les clubs de récréation (chapitre C-23).

S. R. 1964, c. 299, a. 1.

Corporation. 2. Après que les formalités indiquées par cet article ont été accomplies, les personnes qui ont demandé d'être constituées en corporation et telles autres qui peuvent par la suite devenir membres de la société, forment une corporation sous les nom et raison énoncés dans la déclaration, et sont revêtues de tous les droits, pouvoirs et privilèges inhérents aux corporations.

S. R. 1964, c. 299, a. 2.

SECTION II

DES POUVOIRS GÉNÉRAUX DE LA CORPORATION

Acquisition de biens. 3. Dans une localité, un village ou une ville n'ayant pas trois mille habitants, toute société ainsi constituée en corporation, a le pouvoir d'acquérir et de posséder, dans les limites de la municipalité qui a autorisé la création de la corporation ou dans les limites d'une municipalité voisine, dans le même district judiciaire et la même division d'enregistrement, des biens mobiliers et immobiliers nécessaires à l'usage de la société, dont la valeur locative n'excède pas deux mille dollars; et, dans les cités, villes et villages ayant trois mille habitants ou plus, des biens mobiliers ou immobiliers dont la valeur locative n'excède pas quatre mille dollars.

Règlements. Tout règlement fait par une société constituée en corporation en

vertu de la présente loi, n'a aucune valeur ni effet, avant d'avoir été approuvé par le gouvernement.

S. R. 1964, c. 299, a. 3; 1971, c. 50, a. 120.

SECTION III

DISPOSITIONS DIVERSES

Responsabilité. **4.** Les membres ne sont pas personnellement responsables des dettes de la corporation.

S. R. 1964, c. 299, a. 4.

Dispositions applicables. **5.** En autant qu'elles sont applicables, les dispositions de la Loi sur les compagnies (chapitre C-38) régissent les sociétés nationales de bienfaisance et particulièrement les dispositions de la section IV de la partie III de ladite Loi sur les compagnies s'appliquent à ces sociétés.

S. R. 1964, c. 299, a. 5.

ANNEXE ABROGATIVE

Conformément à l'article 17 de la Loi sur la refonte des lois (chapitre R-3), le chapitre 299 des Statuts refondus, 1964, tel qu'en vigueur au 31 décembre 1977, est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du chapitre S-31 des Lois refondues.

© Éditeur officiel du Québec, 1978

TABLE DE CONCORDANCE

**STATUTS
REFONDUS, 1964**

**LOIS REFONDUES,
1977**

Chapitre 299

Chapitre S-31

**LOI DES SOCIÉTÉS NA-
TIONALES DE BIEN-
FAISANCE**

**LOI SUR LES SOCIÉ-
TÉS NATIONALES DE
BIENFAISANCE**

ARTICLES

ARTICLES

REMARQUES

1 - 5

1 - 5

La table de concordance fait état de tous les numéros d'articles, qu'ils aient changé de numérotation ou non. Quant aux autres divisions (i.e. partie, chapitre, section, sous-section, paragraphe, etc. . .), s'il en est, il en est fait état que si elles ont changé de numérotation.

Le terme « omis » dans la colonne « Remarques » vise l'article qui n'apparaît pas dans le refonte parce qu'il est sans effet, local, privé, d'objet accompli, temporaire, transitoire, non en vigueur, ou encore, parce qu'il est un article d'abrogation ou de remplacement.

